

L'école catholique dit "oui mais" au Pacte

■ La réussite de la réforme n'est pas acquise d'avance, prévient Etienne Michel.

Le Pacte pour un enseignement d'excellence s'est lancé dans une longue course d'obstacles. Et il a franchi le premier.

Alors qu'au mois de décembre, le groupe central qui orchestre le Pacte a décliné au long de son "troisième avis" les grandes orientations de cette vaste réforme, les associations de parents, les syndicats et les réseaux sont retournés vers leur base, le document en main. Les uns après les autres, d'ici le mois de février, ils feront remonter l'avis de leurs troupes, avalisant alors ou non les objectifs du Pacte.

Un dialogue capital

Le Segec, le Secrétariat général de l'enseignement catholique, fut le premier à rendre son verdict. Et au terme d'une assemblée générale tenue ce jeudi, il adresse un "oui, mais" au Pacte.

En réalité, derrière cette réponse, se cachait un certain suspense. Echaudés par la dernière réforme des titres et fonctions qui est mal passée sur le terrain, les directions des écoles ne comptaient pas se lais-

ser avoir par une "énième réforme impraticable". L'avis numéro 3 fut donc épluché avec inquiétude dans les établissements, alors que les cadres du Segec multipliaient les rencontres pour mieux rassurer et dialoguer.

"Ce dialogue fut constructif, explique ce vendredi Etienne Michel, directeur du Segec. On voit d'ailleurs qu'il sera indispensable tout au long de la mise en place du Pacte. Une telle réforme suppose des évolutions culturelles dans les rapports que les acteurs de l'enseignement entretiennent avec leur métier. Et ces changements culturels nécessaires ne sont pas encore acquis."

Cette nécessité de la prise en compte des attentes et inquiétudes du terrain est une des premières conditions que le Segec fait remonter auprès de la ministre. Mais il y en a d'autres.

Ainsi, le Segec exige que le gouvernement de la Communauté française s'engage explicitement à considérer le Pacte dans son ensemble. Tel qu'il fut rédigé, il se présente comme une réforme globale, et les acteurs redoutent

qu'il soit détricoté au fil des prochains mois et que certaines mesures soient appliquées isolément.

Quant au tronc commun qui s'annonce comme un vaste chantier, le Segec insiste pour qu'il ne soit pas allongé au-delà de la

troisième secondaire.

Le Segec mise sur l'autonomie des directions et insiste aussi pour que

l'on n'aille pas trop rapidement vers une vaste réforme de l'enseignement différencié qui s'adresse, à l'entame des secondaires, aux élèves en difficulté.

"Nos différentes instances nous ont donc mandatés pour négocier la mise en œuvre du projet de Pacte, conclut Etienne Michel. Nous reviendrons auprès de la ministre avec des points de vigilance, mais nous acceptons d'avancer dans le cadre qui a été défini."

Il reste aux autres acteurs de l'enseignement à rendre leur verdict.

BdO